

Seize héritiers dans le congélateur



Une embryologiste transfère des embryons congelés dans une clinique de procréation assistée de Knoxville, au Tennessee. Au Québec, le Code civil prévoit que si un enfant naît par procréation assistée dans les 300 jours suivant la « dissolution » du couple « uni civilement », on présume qu'ils sont les deux parents.

PHOTO SHAWN POYNTER, ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

L'histoire se déroule en partie au Congo et en partie dans un congélateur. Jules et Marie, immigrants congolais sont infertiles. Ils se rendent à la clinique Procrea, qui congèle du sperme de Jules, puis des embryons du couple créés in vitro, en juillet 2011. À l'automne, Marie n'est toujours pas enceinte. Jules est au Congo et, selon sa famille, le couple bat de l'aile. En janvier 2012, Jules subit un AVC et meurt.

Huit mois plus tard, Marie décide de se faire implanter à nouveau des embryons. **Un bébé naît au Québec le 23 mai 2013. Le père est mort 493 jours plus tôt.**

Question simple : Jules est-il le père ?

Bien sûr que oui, dit la mère : c'est son sperme qui a été utilisé. Et il a signé le formulaire de consentement de chez Procrea faisant de Marie la « propriétaire » des embryons en cas de décès.

Bien sûr que non, répond le Directeur de l'état civil du Québec : Jules, mort depuis un an et demi, n'a pas pu signer la Déclaration de naissance. Qui plus est, au moment de sa mort, l'embryon n'était même pas implanté dans l'utérus de Marie.

La veuve s'est donc présentée en cour pour faire reconnaître Jules comme père. Le fait est que l'enfant est bien, biologiquement, celui de Jules. Un test d'ADN le démontre et personne ne le conteste. Et Jules a cédé ces embryons à sa femme en cas de décès... La juge a donc confirmé la paternité et toutes ses conséquences juridiques.

Les sœurs et frère de Jules s'adressent maintenant à la Cour d'appel. Ils plaident que la paternité biologique n'est pas la même chose que la « filiation ». Autrement dit, **l'enfant a beau être né du matériel génétique de Jules, il ne peut pas être son fils juridiquement : il a été « créé », ou disons implanté, huit mois après sa mort.** Conclure autrement, ce serait rendre le consentement à la paternité post-mortem illimité...

Un porte-parole de chez Procrea dit qu'une fois le consentement en cas de décès signé, la mère peut attendre un an, deux ans, cinq ans si elle le désire. Légalement, les embryons lui appartiennent. Avec 16 embryons congelés, on peut théoriquement imaginer 16 héritiers potentiels, qui naîtraient au gré des décisions de la mère...

Le Code civil ne parle pas précisément de ce genre de cas. Il y a tout de même quelque chose de troublant à penser que des enfants puissent être créés en quantité des années après la mort d'un homme... et qu'il soit légalement leur père.

Le Code civil prévoit dans sa langue poétique que « l'apport de forces génétiques » ne peut fonder de lien de filiation. On pense ici à un couple de lesbiennes : le donneur de sperme ne peut pas prétendre être le « père ». Le Code civil prévoit aussi que si un enfant naît par procréation assistée dans les 300 jours suivant la « dissolution » du couple « uni civilement », on présume qu'ils sont les deux parents.

Que Marie se fasse implanter « ses » embryons, c'est une chose : ils lui appartiennent. Un peu comme une femme célibataire qui décide de se faire implanter des embryons.

Mais créer à sa guise des fils et des filles à un mort ? Avec toutes les conséquences juridiques et financières, changeantes, imprévisibles, que tout ça entraînerait ?

YVES BOISVERT La Presse Publié le 17 mai 2016 à 06h00 | Mis à jour le 17 mai 2016 à 06h00